# Séance d'ouverture

# **Nabih Berry**

Président de la Chambre des députés du Liban

### **Michel Gervais**

Président du Conseil d'administration de l'Agence universitaire de la Francophonie

# Conférences inaugurales

# Les identités en question

Sélim Abou

Recteur de l'Université Saint-Joseph (Liban)

Les nations, l'international et le mondial à la fin du xx<sup>e</sup> siècle

George Ross,

Université de Harvard (États-Unis)

# Discours d'ouverture

C'est un grand honneur pour moi d'inaugurer les travaux du Colloque « Mondialisation et Francophonie », qui traitent d'importants thèmes liés à la mutation actuelle vers la mondialisation et à nos préoccupations devant ce défi.

Je voudrais tout d'abord signaler que la tenue de votre Assemblée Générale et de ce Colloque à Beyrouth, constitue pour l'État et le Peuple Libanais, un événement exceptionnel qui affirme la confiance d'une élite académique constituée des représentants des universités francophones au monde dans la résurrection de mon pays, à travers le processus continu de la consolidation de sa paix, de sa sécurité et surtout dans ses efforts pour retrouver son rôle comme tribune de dialogue et point de rencontre idéal des civilisations.

Pour les travaux de votre Colloque, vous avez bien choisi l'endroit convenable pour vous et le moment opportun pour nous.

Je dirais l'endroit convenable car le Liban, tout en tenant à ses racines arabes est fier d'engendrer les richesses les plus importantes du patrimoine humain. Le Liban restera un modèle unique de l'incorporation de dix-huit confessions et rites qui cohabitent sur son territoire et le modèle du pays universel dont les citoyens se répandent dans le monde entier. Grâce à ce diaspora, le Liban serait un empire tellement étendu et qui ne connaît pas le coucher du soleil. Mon pays a certainement contribué a enrichir le patrimoine universel à travers le dynamisme, la capacité de tolérance et la motivation de ses hommes et femmes.

Les communautés libanaises répandues partout ont également contribué aux événements les plus marquants de l'histoire des pays et des sociétés du monde entier. Nous avons organisé, voici dix jours, le troisième congrès des parlementaires d'origine libanaise, répandus dans dix-huit pays et parlant la plupart des langues de la terre. Ce modèle parlementaire constitue une partie de la scène libanaise mondiale qui s'est caractérisée par la qualité de ses hommes et par son attachement aux principes de la démocratie. Nous espérons que ces critères de base accompagnent la mission de la construction de la mondialisation actuelle.

J'ai bien dit que c'est le moment opportun pour nous, car les travaux de votre Assemblée et surtout ceux de votre Colloque, reflètent et coïncident avec nos préoccupations politiques et diplomatiques actuelles. Je citerai la résolution 425 du Conseil de Sécurité et la réactivation du processus de paix au Moyen-Orient.

J'aurais aimé que les travaux de votre Colloque adoptent un thème supplémentaire qui traiterait de « la responsabilité de la communauté internationale, dans le cadre de la mondialisation, vis-à-vis de l'application des résolutions du Conseil de Sécurité, et bien entendu le rôle de la francophonie dans ce domaine ». Le rôle et la responsabilité envers les problèmes du Liban, pays membre de l'Association Mondiale des Députés Francophones, de l'AUPELF-UREF et de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique.

J'ai évoqué cela parce que le premier défi de la mondialisation consiste à garantir la crédibilité internationale en affirmant l'abolition de toute exception quant à l'application des résolutions internationales.

Nous le disons, parce que nous sommes sur le point de nous sentir frustrés, dans un temps où nous voyons l'ordre mondial enclin actuellement à pardonner injustement à Israël son occupation des territoires arabes et libanais, ses agressions quotidiennes continues sur mon pays, et sa politique de répression croissante contre les arabes des territoires occupés et du Golan.

Il est désormais nécessaire que le monde libre, et surtout les associations francophones, prennent conscience de l'holocauste réel qu'Israël continue à exercer au Moyen-Orient depuis soixante-deux ans, et qui a touché par les génocides et les tueries, plus d'un million d'arabes.

Dans ce cadre là, j'aurais souhaité que l'agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche, charge des chercheurs de toutes les universités, d'enquêter sur les crimes de guerre israéliens perpétrés contre l'humanité, dont le carnage de Cana. Ces travaux constitueraient une contribution pour confirmer la souveraineté des lois internationales et l'élimination de toute menace contre la sécurité et la paix des peuples.

Le modèle de mondialisation que nous vivons actuellement représente en réalité une gestion de l'ordre mondial quasi individuelle, qui ménage quelques pôles et applique une politique de marginalisation sur les petites sociétés et nations.

Ce modèle exige que les faibles s'adaptent aux impératifs des plus puissants, des pauvres à ceux des riches, et fait de notre planète un espace interdit aux vraies forces du travail mais ouvert à la libre action des capitaux et de leurs produits.

Ce niveau de relations ne serait pas en faveur de la formation des groupes de sociétés ayant les mêmes principes politiques, dotées d'une langue, d'une histoire et d'une géographie communes, gérant démocratiquement leurs affaires et visant la complémentarité de leurs systèmes de production et d'échanges. Dans ce déséquilibre, nous ne pouvons plus rêver d'un marché commun arabe ni de la durabilité de nos projets de relance économique.

C'est ce modèle injuste qui tente d'imposer l'affaiblissement des états en développement, et de démanteler les groupements dotés d'une compatibilité économique, culturelle et linguistique.

Tout en m'intéressant à votre Colloque et aux thèmes qu'il va aborder, je voudrais reprendre avec vous quelques leçons de l'histoire. Les tentatives d'hégémonie absolue de l'une des forces principales de l'ordre mondial, et son acharnement pour imposer ses règles du jeu sur le monde entier ne durera pas longtemps. Nous voudrions que ce colloque académique pose et adopte ces quelques critères pour réussir la mondialisation :

- l'affirmation de la reconnaissance de l'identité spécifique et culturelle, et de la diversité linguistique dans le cadre de la francophonie ainsi que dans un cadre plus universel.
- le développement du dialogue institué dans ce Colloque, en une institution permanente d'études et de recherches dans le cadre de la francophonie, capables de se prononcer sur les conceptions de la mondialisation en tant que phénomènes progressif et actif, et de définir le rôle de votre Agence dans l'interdiction de l'hégémonie de l'une des forces de l'ordre mondial actuel.
- des efforts intellectuels et académiques pour activer le processus d'un partenariat méditerranéen qui instituerait un centre économique et politique regroupant les pays méditerranéens arabes, européens et francophones dans le cadre d'un ensemble cohérent, riche de la diversité des civilisations des pays membres. Ce groupe ne saurait que faire parvenir sa voix, affirmer sa présence internationale et faire de la mondialisation un concept humain au service des femmes et des hommes sur cette planète.

Les trois critères que je viens de vous exposer appellent l'Agence Internationale de la Francophonie et son Secrétaire Général notre Ami Docteur Boutros Boutros Ghali, à assumer la responsabilité de jouer un rôle efficace auprès de l'Union Européenne et à travers ses relations avec les états arabes et islamiques, pour les aider à développer leur système de production et promouvoir leur niveau technique et scientifique.

Au Liban, dans le cadre de la francophonie et de notre appartenance arabe, nous devrions, au seuil du vingt et unième siècle, confirmer notre rôle promoteur des mécanismes du travail arabe commun, de ses relations culturelles et économiques avec les pays francophones et réussir à instituer le marché arabe commun.

Je tiens à la fin de mon intervention, en mon nom et au nom de l'Assemblée Nationale Libanaise, vous exprimer toute notre satisfaction de la décision de tenir le neuvième sommet de la francophonie au Liban en l'an 2001. Nous vous remercions encore une fois d'avoir tenu la réunion de votre Assemblée Générale et de votre Colloque dans mon pays longtemps attaché à son appartenance, à sa culture et à son épanouissement.

Vive l'amitié libanaise avec les pays francophones Vive le Liban.

#### Michel Gervais

Président du Conseil d'administration de l'Agence universitaire de la Francophonie

C'est une tradition de nos assemblées générales de se réunir autour d'un colloque traitant d'un thème particulièrement porteur pour l'ensemble de nos établissements membres.

Nous avons pensé que le moment était venu de nous interroger, comme universitaires et comme francophones, sur la mondialisation.

Je remercie vivement, à cet égard, Monsieur le Président de République qui a bien voulu accorder son haut patronage à ce colloque.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir bien voulu honorer de votre présence la séance d'ouverture.

• Je voudrais enfin remercier tous les intervenants, venant de toutes les régions de la Francophonie et même d'autres pays à l'extérieur de la Francophonie. La très grande qualité de tous les intervenants et leur appartenance à un large éventail de pays et de régions nous garantissent à la fois la qualité des exposés que nous allons entendre et la très grande ouverture – comme on dit dans le langage de la photo – sur les différentes approches que l'on peut avoir du sujet qui nous occupe.

Merci à vous d'avoir donné de votre temps qui est, nous le savons, fort précieux.

• L'économie générale du colloque se comprend aisément.

Les deux conférences inaugurales poseront les problèmes liés aujourd'hui au double mouvement qui nous conduit en direction de l'international et du mondial, d'une part, qui remettent les identités des peuples et des cultures en question et font naître, en contrecoup, la revendication d'identité sur tous les plans, d'autre part.

- La première table ronde consacrée aux enjeux et défis de la globalisation définira les termes de celle-ci et les conséquences de son avancée sur l'économie, la politique, les équilibres régionaux et environnementaux, et donnera une carte géopolitique des résistances qu'elle suscite de tous côtés.
- La deuxième table ronde intitulée « Promouvoir nos valeurs, nouer des alliances » précisera les contrepoids qui sont mis en place, volontairement, pour tempérer un mouvement aveugle et faire en sorte que les cultures et les peuples s'approprient la globalisation pour la rendre mieux conforme aux valeurs universelles de pluralisme culturel, linguistique et de solidarité que nous défendons.

Promouvoir des valeurs et inscrire celles-ci dans des programmes d'action, tel est l'apport original de la Francophonie dans le débat.

C'est un point essentiel de se convaincre des atouts très importants dont disposent les francophones; de surmonter les inerties qui risquent fort de nous paralyser, si nous n'y prenons garde; de proposer à la Francophonie, mais aussi au monde entier, les rêves et les imaginaires dont on sait bien que ce sont eux qui conduisent aux choix de société et aux comportements collectifs ou individuels.

- Il est naturel que ce soit l'université qui réfléchisse sur le mouvement de mondialisation en cours. Il est naturel que ce soit l'université des réseaux francophones qui réfléchisse à la façon dont la Francophonie participe au mouvement et l'infléchit en référence à des valeurs de partage, de solidarité par exemple qui sont celles de la Francophonie.
- Et, dans cet effort pour promouvoir des valeurs, la Francophonie se tourne vers tous ceux qui sont en mesure de soutenir sa campagne dans les médias, dans l'économie, dans l'éducation par exemple, et de fortifier sa présence mondiale et son approche originale, innovante, dans la globalisation en cours. Son alliance avec l'hispanophonie, la lusophonie sont nécessaires.
- La troisième table ronde est consacrée à la reconfiguration de l'université.

Celle-ci ne reste pas à l'abri, naturellement, de cette transformation complète des modes de transmission et d'acquisition des savoirs, comme nous l'a montré avec brio Michel Serres qui s'est adressé à notre assemblée lundi matin.

Nos intervenants montreront comment les formations, le maintien et la recherche de l'excellence, l'acquisition des diplômes, seront profondément reconfigurés pour les adapter aux transformations fulgurantes que connaîtront, dans la mondialisation, cela est sûr, nos universités.

Nous dirons aussi un mot de la responsabilité de l'université et de la recherche dans les sociétés où elles évoluent. L'université n'est plus dans une tour d'ivoire elle est entièrement ouverte au monde.

Notre réseau universitaire francophone affiche en plus des objectifs qui sont ceux de la Francophonie.

• Telles sont les orientations que nous avons voulu donner au débat et les questions qui nous interpellent comme universitaires et comme francophones.

Nous voulons jouer un rôle actif et positif dans la mondialisation, c'est à dire promouvoir les inflexions nécessaires pour qu'elle ne contredise pas les valeurs que nous défendons ; c'est à dire aussi, contribuer à allier nos valeurs, nos rêves au succès de nos économies.

En un mot, osons dire que la Francophonie doit aussi être quelque chose qui se vend, qui rapporte et qui fait rêver. Ceci vaut aussi pour nos universités,

• Une nouvelle fois, je vous remercie, Monsieur le président, au nom de tous les participants, pour l'encouragement que nous procure votre présence parmi nous.

Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

# Les identités en question

Le phénomène de la mondialisation est un fait, l'idéologie de la mondialisation en est un autre. Le phénomène en lui-même est sans doute irréversible mais sa forme actuelle ne l'est pas et le discours qui en assume la gestion symbolique relève de l'idéologie. Telle qu'elle se développe aujourd'hui, la mondialisation des échanges, sous-tendue par la révolution technologique des moyens de communication et d'information, se prête au moins à deux lectures critiques : une lecture socio-économique et une lecture socioculturelle. À la première il incombe de vérifier si la compétitivité mondiale, présentée par les ténors de la globalisation comme la seule stratégie possible, inaugure réellement, pour l'humanité entière, une ère de prospérité économique et de participation croissante à la décision démocratique ou si, au contraire, elle ne creuse pas l'écart entre les pays développés et le reste de la planète et, à l'intérieur de chaque pays, entre une minorité privilégiée et une majorité marginalisée; si elle ne se traduit pas par l'affaiblissement du lien social et politique et par la mainmise du secteur financier sur l'économie; si, par le fait même, elle ne substitue pas à la défunte dictature du prolétariat la dictature du marché et à l'internationale socialiste l'internationale de l'argent.

Je laisse à d'autres, plus compétents que moi, le soin d'effectuer ce premier type de lecture; anthropologue, je m'attacherai au second. Si la lecture socio-économique du phénomène est apte à mesurer l'écart entre la mondialisation des échanges dans sa forme actuelle et le discours idéologique qui cherche à la justifier et à la promouvoir, la lecture socioculturelle vise à manifester les présupposés culturels sur lesquels se fonde un tel discours. Ceux-ci constituent un pari sur une réduction plus ou moins radicale des différences culturelles susceptibles d'entraver la marche triomphale de la globalisation de l'économie, des marchés et des capitaux et partant, sur un haut degré d'uniformisation planétaire des modèles de comportement, de pensée et de sensibilité. La question est alors de savoir dans quelle mesure l'expansion mondiale des nouvelles technologies de l'information et de la

communication est effectivement en voie d'atteindre cet objectif et dans quelle mesure, au contraire, elle est en train de provoquer des réactions d'autodéfense en chaîne et de mondialiser ainsi une fragmentation culturelle à maints égards dangereuse. La question gagne à être précisée à partir de trois données inhérentes au mouvement de la globalisation : le nouveau concept de <u>culture</u> ; la mise en question des <u>identités</u> ; les stratégies <u>linguistiques</u>.

## LE NOUVEAU CONCEPT DE CULTURE

Déjà à la fin des années soixante, Herbert Marcuse, dans son célèbre ouvrage L'homme unidimensionnel 1, déplorait la diffusion de la culture de masse qui tend à banaliser les œuvres de l'esprit, à neutraliser les facultés créatrices du citoyen et à le réduire au statut de consommateur. Une quinzaine d'années plus tard, Vance Packard, dans La persuasion clandestine<sup>2</sup>, dénonçait la stratégie mise en place par l'industrie publicitaire pour contrôler les mentalités des consommateurs et uniformiser leurs comportements. Mais ce qui était critiqué par les uns était exalté par les autres : en 1983, Théodore Levitt, directeur de la Harvard Business Review, écrivait : « Loin est le temps des différences régionales ou nationales (...). Les différences dues à la culture, aux normes, aux structures, sont des vestiges du passé »<sup>3</sup>. Pour beaucoup d'intellectuels l'uniformisation des modèles de comportement et la diffusion de la culture de masse étaient les deux faces d'un même processus, voué à s'étendre à partir du centre, en l'occurrence les États-Unis, jusqu'à la périphérie, c'est-àdire le reste du monde. Si bien qu'en 1997, David Rothkopf pourra écrire dans Foreign Policy: « C'est dans l'intérêt économique et politique des États-Unis de veiller à ce que, si le monde évolue vers une langue commune, ce soit l'anglais; que si le monde évolue vers des télécommunications, une sécurité et des normes de qualité communes, elles soient américaines; que si le monde est relié par la télévision, la radio, la musique, leur programmation soit américaine ; que si des valeurs communes sont en cours de développement, ce soit des valeurs avec lesquelles les Américains soient en accord ». La raison de ce monopole pour l'auteur est claire : « Les Américains, écrit-il, ne devraient pas nier le fait que de toutes les nations du monde la leur est la plus juste, la plus tolérante (...) et constitue le meilleur modèle pour l'avenir »<sup>4</sup>.

<sup>1.</sup> Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*: essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée, traduit de l'anglais par Monique Wittig et l'auteur, Paris, Éditions de Minuit, 1979 (c.1968).

<sup>2.</sup> Vance Packard, *La persuasion clandestine*, traduit de l'américain par Hélène Claireau, Paris, Calmann-Lévy, 1989 (c1984).

<sup>3.</sup> Theodor Levitt, *The Marketing Imagination*, Free Press, New-York, 1983. Cité par Armand Mattelart (cf. note 4), p. 259.

<sup>4.</sup> David Rothkopf, « In Praise of Cultural Imperialism », Foreign Policy, Summer 1997, p. 45, 48-49.

La tendance du marché vers une communauté globale entraîne donc la formation d'une culture globale. Or le principe de la culture globale est de combattre la diversité des cultures, qui constitue un frein à la standardisation des produits et des comportements, exigée par le processus de globalisation. Au niveau international, il faut travailler à l'homogénéisation des besoins et des comportements par l'éducation du consommateur, déjà largement entamée par le marketing télévisuel; au niveau national, il faut développer la culture d'entreprise qui comporte un certain nombre d'idées, de valeurs, d'objectifs, dont l'ensemble déborde les frontières de la nation. Que le marché mondial soit par ailleurs segmenté en fonction de groupes de consommateurs socialement et économiquement différents, ne pose pas de problème majeur, car ces groupes relèvent de structures plus internationales que nationales. « Il y a plus de similarité entre des groupes vivant dans certains quartiers de Milan, Paris, Stockholm et New York qu'entre un habitant de Manhattan et un du Bronx »<sup>5</sup>. Le tout est d'élaborer, en vue du marketing, une typologie des mentalités qui permette, moyennant les adaptations requises, l'expansion du style de vie global et partant, des produits globaux, élargissant aux dimensions de la planète le global market place.

Il est difficile pour l'anthropologue de ne pas déceler, dans le discours des prophètes de la globalisation, des relents de la vieille doctrine du diffusionnisme, selon laquelle l'humanité progresserait par emprunts culturels successifs à la culture dominante. Ce qui fut naguère reproché à l'école diffusionniste et qui peut l'être aujourd'hui à l'école globaliste, c'est de ne pas rendre compte du sens et de la portée de la diversité culturelle. Une culture, quelle qu'elle soit, ne se laisse pas réduire à une addition de traits culturels originels et empruntés ; elle est un système intégré de modèles de pensée, de comportement et de sensibilité, dont la fonction est de réactualiser sans cesse une tradition particulière en fonction des défis de la vie quotidienne. Lorsqu'elle emprunte un trait culturel exogène, elle le réinterprète en fonction du tout qu'elle constitue et de la tradition qu'elle actualise. Quelque puissant que soit le flux des produits culturels mondialisés - que l'on parle de Coca-Cola, de Mc Donald, de jeans, de microprocesseurs ou d'autres - voire le flux des formes culturelles communes - qu'il s'agisse de la world music, des grands hôtels, des aéroports internationaux ou des centres urbains - ce flux ne se traduit pas par une homogénéisation des cultures, mais par leur métissage. Il n'y a pas une modernité unique, mais des modernités métissées qui ont chacune sa configuration et sa logique.

Non seulement la mondialisation des produits culturels et la campagne publicitaire qui l'accompagne ne viennent pas à bout de la diversité culturelle mais, grâce à la mondialisa-

<sup>5.</sup> Armand Mattelart, « La globalisation de la culture est inévitable. Idéologie de la communication et instrumentalisation de la culture », in Club Merleau-Ponty : *La pensée confisquée*, Paris, Éditions La Découverte, 1997, p. 260.

tion de la communication et de l'information, les cultures tendent à se regrouper par affinités en des unités civilisationnelles supranationales, opposées les unes aux autres. L'avenir ne semble donc pas être celui d'un style de vie global, facteur de solidarité universelle, mais d'une confrontation entre des ensembles différents de modèles culturels plus ou moins apparentés, facteurs de rivalités économiques sans merci et d'affrontements politiques potentiels. « Les conflits à venir, affirme Jacques Delors, seront provoqués par des facteurs culturels plutôt qu'économiques ou idéologiques »<sup>6</sup>, et Vaclav Havel : « Les conflits culturels se développent et deviennent plus dangereux que jamais »<sup>7</sup> C'est le thème que développe Samuel Huntington dans son livre Le choc des civilisations<sup>8</sup>. « Le monde d'après la guerre froide, écrit-il, comporte sept ou huit grandes civilisations. Les affinités et les différences culturelles déterminent les intérêts, les antagonismes et les associations entre États »<sup>9</sup>. Il s'arrête en particulier sur la confrontation entre la civilisation occidentale et la civilisation islamique: « Le problème central pour l'Occident, dit-il, (...) c'est l'islam, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de la supériorité de leur culture et obsédés par l'infériorité de leur puissance. Le problème pour l'islam, (...) c'est l'Occident, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de l'universalité de leur culture et croient que leur puissance supérieure, bien que déclinante, leur confère le droit d'étendre cette culture à travers le monde. Tels sont les ingrédients qui alimentent le conflit entre l'islam et l'Occident » 10. Il reste à dire que la confrontation qui se manifeste au niveau des grandes unités civilisationnelles n'élimine pas les oppositions intérieures à ces unités elles-mêmes, voire aux entités nationales qui les composent. Ces oppositions apparaissent clairement dès que l'on considère la culture comme le lieu de l'identification collective et individuelle.

# LES IDENTITÉS EN QUESTION

La cible principale des théoriciens de la mondialisation dans sa forme actuelle, c'est la nation et ce qu'il faut extirper des mentalités, c'est l'identité nationale. Leur argumentation part de faits réels : d'une part la formation de cette entité supranationale qu'est l'Europe a mis en question les structures de l'État-nation ; d'autre part l'immigration massive a per-

<sup>6.</sup> Jacques Delors, « Questions concerning European Security », discours, Institut international d'études stratégiques, Bruxelles, 10 septembre 1993, p. 2

<sup>7.</sup> Vaclav Havel, « The New Measure of Man », New York Times, 8 juillet 1994.

<sup>8.</sup> Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean-Luc Fidel, Paris, Éditions Odile Jacob 1997 (c. 1996).

<sup>9.</sup> Ibid., p. 23.

<sup>10.</sup> Ibid., p. 239.

turbé l'homogénéité culturelle qui cimentait le sentiment national. Mais le discours idéologique s'empresse de tirer de ces faits des conclusions abusives. Diabolisant ou, comme le disent certains, « démonisant » la notion ambivalente de nationalisme et feignant d'oublier que tous les nationalismes ne sont pas agressifs, les théoriciens de la globalisation transfèrent leurs anathèmes sur la nation elle-même. Témoin cette déclaration, prononcée en 1993 par l'écrivain Mario Vargas Llosa, partisan acharné de la liberté totale du marché et de l'abolition radicale des cadres nationaux : « Si l'on considère le sang qu'elle a fait couler au cours de l'Histoire, la manière dont elle a contribué à nourrir les préjugés, le racisme, la xénophobie et le manque de compréhension entre les peuples et les cultures, l'alibi qu'elle a offert à l'autoritarisme, au totalitarisme, au colonialisme, aux génocides religieux et ethniques, la nation me semble l'exemple privilégié d'une imagination maligne »11. Pierre-André Taguieff, qui rapporte ces propos, ajoute avec humour : « Le transfert de démonisation s'opère aussi sur l'idée même d'identité collective, dénoncée comme un être imaginaire cependant porteur du "pire" ou de la "barbarie". Bref, lorsqu'il entend les mots "nation", "identité nationale" et nationalisme, voire "identité", l'intellectuel standard contemporain sort son revolver, à balles cosmopolites, internationalistes ou postnationales »<sup>12</sup>.

Si l'identité nationale n'est plus de mise, à quelle instance l'individu peut-il donc s'identifier? Il faut, répondent les théoriciens de la mondialisation, dissocier l'exercice de la citoyenneté de l'appartenance nationale. Les plus radicaux préconisent une « nouvelle citoyenneté » qui exclut totalement le principe de la nationalité, c'est-à-dire de l'appartenance à une communauté historique et culturelle. Ont droit à acquérir la citoyenneté tous les individus résidant dans un État et y travaillant, libre à eux de conserver leurs attaches originelles, nationales ou ethniques. D'ailleurs la notion même de citoyen, avec sa connotation politique, n'est plus pertinente. Il vaut mieux lui substituer celle de « contribuable » ou, mieux, d'« usager » : « Ainsi, explique-t-on, pourraient voir le jour des propositions telles qu'un droit de résident fondé sur le fait de vivre en société et d'y travailler, en tant que corpus de droits et de devoirs attachés à un territoire et à un État (...) La suggestion de définir la "nouvelle citoyenneté" comme le remplacement progressif du concept flou de citoyen par la notion plus précise de contribuable et, mieux encore, d'usager (...) Un droit de résident se substituant à la conception vieillie de la citoyenneté et impliquant une désacralisation de la "nationalité" »<sup>13</sup>. Une telle théorie signifie l'abolition de tout contrat

<sup>11.</sup> Mario Vargas Llosa, « La démocratie aujourd'hui », conférence prononcée à Vienne le 3 juin 1993.

<sup>12.</sup> Pierre-André Taguieff, « La nation comme rempart », in *Le Monde de l'Éducation*, décembre 1997, dossier « Civisme », p. 45.

<sup>13.</sup> Catherine de Wenden, *Citoyenneté, nationalité et immigration*, Paris, Arcantère, 1987, p. 71-73. Citée par Dominique Schnapper (cf. note 14), p. 18.

social de nature politique : les « usagers » ne sont plus liés entre eux que par leur participation commune à la vie économique et sociale. La question qui se pose alors et que formule clairement Dominique Schnapper est de savoir si « les sociétés humaines, même démocratiques, même modernes ou "postmodernes" peuvent évacuer la dimension proprement politique et se réduire aux seuls intérêts matériels » <sup>14</sup>. Sa réponse est négative, car, dit-elle, « il faut un lieu où se concrétise l'espace de la politique – l'espace des choix, des arbitrages, des contraintes et de la volonté d'exister (...) La société politique ne saurait être le simple effet de l'économie » <sup>15</sup>. En d'autres termes, ni le statut de « contribuable », ni celui d'« usager » ne définissent une identité qui réponde au besoin de reconnaissance qui habite tout homme et qui est le fond même du désir.

Contrairement à la théorie de la « citoyenneté-résidence", celle de la « citoyenneté postmoderne » n'évacue pas la dimension politique, mais elle la réduit à l'aspect purement juridique. Elle s'inspire de la notion de « patriotisme constitutionnel », mise à jour par Jürgen Habermas. « Le point de départ, commente un philosophe, est la notion de "patriotisme constitutionnel". Cette notion nous indique que l'identité politique, désormais dissociée de l'appartenance nationale, est à construire sur les principes d'universalité, d'autonomie et de responsabilité qui sous-tendent les conceptions de la démocratie et de l'État de droit »<sup>16</sup>. Cette identité politique, réduite à une identité purement civique, exclut toute référence à un territoire déterminé et à une communauté historique et culturelle particulière. Pourvu qu'il se trouve dans un État véritablement démocratique, quel qu'il soit, l'individu doit pouvoir éprouver ce « patriotisme constitutionnel » qui n'a rien à voir avec le sentiment national. Tout se passe comme s'il y avait deux domaines entièrement hétérogènes : la citoyenneté, lieu de la loi et, selon les termes d'Habermas, « d'un patriotisme devenu abstrait, ne se référant plus à la totalité concrète d'une nation, mais à des processus et des principes abstraits »; <sup>17</sup> la nationalité, lieu de l'affectivité et de l'expression spontanée du besoin d'identification et de reconnaissance. Or, « l'organisation politique ne peut négliger (...) "le désir affectif de la société humaine" » 18. Faisant écho à cette vérité, Taguieff écrit, non sans humour: « On meurt pour la patrie ou en criant: "Vive la nation!". On ne meurt pas pour le marché, le libre échange ou pour le progrès. Ni pour

<sup>14.</sup> Dominique Schnapper, « Comment penser la citoyenneté moderne », in Philosophie politique 8 : La Nation, Paris, PUF, 1997, p. 19.

<sup>15.</sup> Ibid., p. 19, 20.

<sup>16.</sup> Jean-Marc Ferry, *Les puissances de l'expérience : 2. Les ordres de la reconnaissance*, Paris, Éditions du Cerf, 1991, p. 194. Voir Jürgen Habermas, Écrits politiques, Paris, Éditions du Cerf, 1990, p. 237-238.

<sup>17.</sup> Jürgen Habermas, Écrits politiques, Paris, Éditions du Cerf, 1990, p. 238.

<sup>18.</sup> Dominique Schnapper, op. cit., p. 24. L'expression entre guillemets est de N. Elias.

le "changement" d'ailleurs (...) Et on ne meurt plus volontairement pour la réalisation de la société sans classes » 19.

En substituant à l'identité politique, qui implique un attachement affectif à la culture et aux valeurs d'une société concrète, une identité civique, qui n'est que fidélité intellectuelle aux principes abstraits d'une démocratie « procédurale »<sup>20</sup>, on libère des passions identitaires que l'État-nation contenait et contrôlait en reconnaissant les héritages religieux ou linguistiques particuliers comme des composantes de l'identité culturelle nationale. Laissées à elles-mêmes, ces passions n'ont plus d'autre ressource que de s'exprimer dans le cadre de communautés primaires -- ethniques ou ethnicisées - qui, face aux réseaux globaux des échanges et de la communication et au processus d'uniformisation qu'ils véhiculent, tendent à se radicaliser, en appelant à l'homogénéité culturelle, à la pureté raciale, à l'unicité du groupe. « Face à la pensée unique véhiculée par la mondialisation, surgissent (alors) des pensées uniques fragmentaires qui n'ont en commun que le rejet de toute altérité et de toute différence; elles caractérisent aujourd'hui les partis fascisants et les groupes néo-nazis en Europe occidentale et aux États-Unis, les partisans de l'épuration ethnique en Europe centrale et en Afrique, les formations intégristes ou fondamentalistes dans le monde islamique et dans certains milieux juifs orthodoxes, les sectes proprement dites quelle que soit leur nature, enfin les idéologues attardés du nationalisme totalitaire quel qu'il soit »<sup>21</sup>.

Il faut donc reconnaître que la fragmentation ethno-culturelle « suit comme son ombre l'uniformisation mondiale des échanges et des communications »<sup>22</sup>. La considérer comme un fait mineur ou négligeable, comme tendent à le faire les théoriciens de la globalisation, c'est donner un blanc-seing à l'essor des fanatismes. On ne peut, sans dommage grave, discréditer l'identité nationale des gens, qui inclut à la fois leur appartenance à une communauté historique et culturelle et leur allégeance à l'État. Ce qui, par contre, est possible et nécessaire, c'est d'élargir la définition de la citoyenneté, en y révisant l'articulation des principes civiques et des principes nationaux, non en les dissociant. Cette tâche, nombre d'observateurs critiques l'assignent à l'Europe, qui leur paraît seule capable aujourd'hui, moyennant « une démocratisation rapide de ses procédures de décision »<sup>23</sup>, de rétablir la primauté du politique sur l'économie et la finance, d'imposer des « normes minimales

<sup>19.</sup> Pierre-André Taguieff, op. cit., p. 44.

<sup>20.</sup> L'expression est d'Alain Touraine, Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents, Paris, Fayard, 1997, p. 20.

<sup>21.</sup> Sélim Abou, *Les tâches de l'Université*, allocution prononcée le 19 mars 1998, à l'occasion de la fête patronale de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth, Presses de l'U.S.J.

<sup>22.</sup> Pierre-André Taguieff, op. cit., p. 44.

<sup>23.</sup> Hans-Peter Martin et Harald Schumann, *Le piège de la mondialisation*, Paris, Solin Actes Sud, 1997, p. 301.

sociales et écologiques pour le commerce »<sup>24</sup>, d'« arrêter la dérégulation lorsqu'elle ne s'accompagne pas de garanties sociales »<sup>25</sup>.

Sur un autre plan, l'Europe – l'Europe des nations et non pas l'Europe des ethnies – paraît seule capable de mettre un frein à l'hégémonie rampante de la pensée unique véhiculée par l'anglo-américain. D'ailleurs elle a déjà entamé ce processus en imposant ses langues sur la Toile Internet grâce à des logiciels de traduction en ligne. Le 28 février 1998, le journal Le Monde signalait qu'une jeune entreprise française de dix personnes avait fait sensation au Salon Expolangues en présentant « le premier logiciel qui assure au Navigateur Explorer de Microsoft une fonction de traduction de l'allemand au français et, dans les mois qui viennent, du russe au français ». Une société belge, qui compte Microsoft parmi ses actionnaires, était aussi sur les rangs. Étant donné les enjeux commerciaux formidables que représente le trafic sur le réseau mondial, les sociétés américaines elles-mêmes se sont engagées dans le processus : « L'essor de la Toile, précise *Le Monde*, génère une floraison linguistique sur le cyberespace qui grignote peu à peu l'hégémonie de l'anglais. Depuis sa mise en service AltaVista Web Translation enregistre près d'un million de requêtes par jour (...). L'anglais est aujourd'hui présent dans tous les couples de traduction, mais il n'en sera probablement plus, à court terme, le pivot obligé ». Un chargé de mission à la délégation générale à la langue française (DGLF) conclut : « Loin d'être un instrument d'uniformisation linguistique, Internet constitue un espace où les langues nationales demeurent des outils de communication efficaces ». 26

# LES STRATÉGIES LINGUISTIQUES

Les nations défendent donc leurs langues comme elles défendent leur identité culturelle. Mais, jusqu'à nouvel ordre, aucune ne peut se dispenser de l'usage d'une langue internationale qui lui assure une ouverture sur le monde. Or si l'on admet que le statut international d'une langue ne dépend pas du nombre de ses locuteurs, mais du fait d'être apprise dans divers pays à travers le monde et de constituer un lien majeur entre des hommes d'origines et de cultures fort différentes, il faut reconnaître que seuls le français et l'anglais sont aujourd'hui des langues internationales. Il faut aussi reconnaître, par le fait même, que leur incidence sur les cultures des pays où elles sont implantées n'est pas indifférente. En effet,

<sup>24.</sup> Ibid., p. 311.

<sup>25.</sup> Ibid., p. 312. Les auteurs mettent leur espoir dans l'Europe, parce qu'ils jugent que « le géant nord-américain n'est plus seulement imprévisible dans son rôle de gendarme du monde. Il a aussi cessé de tenir son rôle de gardien du libre-échange mondial » (p. 300).

<sup>26.</sup> Pierre Le Hir, Le Monde, Sélection hebdomadaire du 7 mars 1998.

si la mondialisation des produits matériels d'une culture donnée ne porte pas atteinte à l'intégrité des autres cultures, parce qu'elle n'en affecte que quelques modèles de comportement, la langue, elle, n'est pas un produit matériel, elle véhicule l'ensemble des modèles qui structurent la culture correspondante, si bien que, lorsqu'elle entre en contact avec d'autres langues, elle affecte les modèles de pensée et de sensibilité des cultures que ces langues médiatisent. Elle peut donc développer des effets négatifs ou positifs suivant la stratégie qui préside à son expansion et qui en oriente les modalités. À cet égard il n'est pas sans intérêt de comparer les rôles respectifs du français et de l'anglais dans le monde.

Il ne s'agit évidemment pas ici des qualités intrinsèques des langues, mais de la fonction assignée à leur expansion dans le monde. Dans cette perspective, il semble pertinent d'affirmer que l'anglais ou plus précisément l'anglo-américain se pose comme la langue du global, le français comme la langue de l'universel. En effet, selon les théoriciens de la globalisation, « le facteur le plus important de l'accélération du développement d'un style de vie global unique (single global lifestyle) reste la langue anglaise, agent d'homogénéisation par excellence, qui s'est imposé comme langue universelle »<sup>27</sup>. L'expansion de l'anglo-américain vise la constitution de « communautés de consommation » (consumption communities) qui convergent dans l'adoption d'un style de vie global. En somme, la fonction dévolue à cet « agent d'homogénéisation par excellence" qu'est l'anglo-américain, c'est de faire prévaloir, chez l'individu, l'identité indifférenciée du consommateur sur l'identité politique et culturelle, hautement différenciée, du citoyen. Mais l'individu n'est pas mis en question seulement dans son identité de citoyen, il l'est aussi dans son identité d'homme, spécifiée par la liberté et la raison. À la liberté de l'individu qui, au nom des droits de l'homme, s'exerce comme instance critique au sein de la société politique, se substitue subrepticement le libre-arbitre du consommateur qui, en fonction de choix fortement conditionnés, s'exerce sur le « global marketplace » comme le seul régulateur du flux des produits matériels, voire des produits artistiques au grand dam des tenants de « l'exception culturelle ». Dans ce jeu de substitutions, la raison elle-même, faculté de l'inconditionné et de l'autodépassement, est réduite à la fonction instrumentale et calculatrice de l'entendement. Telles semblent être les valeurs promues par l'anglo-américain en tant qu'agent de la globalisation.

Quant au français, il se pose et se propose comme la langue de l'universel. Et d'abord de l'universel abstrait, c'est-à-dire de l'idée d'homme en général, de l'homme sans détermination, de l'individu comme être raisonnable et libre égal à tous les autres. C'est cette idée qui fut au fondement de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », c'est cette idée qui est à la base de l'humanisme critique que la pensée française porte à un degré émi-

<sup>27.</sup> J. Naisbitt et P. Abuderne, *Megatrends 2000. Ten Directions For The 1990*', Avon Books, New York, 1990, p. 140. Cité par Armand Mattelart, op. cit., p. 261.

nent. Mais le français se veut aussi la langue de *l'universel concret*, c'est-à-dire non plus seulement de l'homme en général, mais de toutes les manières, réelles et possibles, d'être homme. Les manières d'être homme, ce sont les styles de vie ou équivalemment les cultures dans toute l'étendue de leur diversité. C'est pourquoi, de par son histoire et sa vocation, la langue française est ouverte aux différences et, lorsqu'elle entre en contact avec d'autres langues, elle tend à les promouvoir et à féconder les cultures correspondantes. Sa tâche la plus noble est de porter ces cultures à expliciter les valeurs universelles que, sous des formes diversifiées, elles portent en elles. Elle consolide, tout en l'ouvrant sur l'altérité, l'identité culturelle de ceux qui l'adoptent comme langue de culture, quel que soit par ailleurs l'usage prioritaire- scientifique, littéraire ou commercial – qu'ils en font. Nous, Libanais, l'avons compris depuis longtemps. À preuve ces paroles qu'écrivait Michel Chiha il y a un demisiècle : « Dans (l')Europe, nous avons toujours mis raisonnablement et sentimentalement la France au premier rang... Vieux pays ami, sans lequel la Méditerranée ne serait plus ellemême, ni le monde »<sup>28</sup>.

## CONCLUSION

Pour terminer, je voudrais évoquer, en termes d'anthropologie philosophique, l'incidence des deux conceptions culturelles en présence sur les relations interpersonnelles. S'il est vrai que la raison et la liberté s'enracinent dans l'humus du désir, elles peuvent, suivant l'orientation qu'elles lui impriment, pervertir le désir ou au contraire l'accomplir. Le désir n'est pas d'essence biologique car, dans son fond, il est désir du désir de l'autre, c'est-à-dire désir d'être reconnu par l'autre dans une relation de sujet à sujet. Or faire prévaloir, chez l'individu, le statut de consommateur sur le statut d'homme et de citoyen, c'est instaurer le désir comme désir d'objet et poser l'Autre lui-même comme objet de consommation ou de jouissance, dans une relation répétitive de satisfaction immédiate et de frustration réciproque. Faire prévaloir le statut d'homme et de citoyen, c'est au contraire affirmer la relation à l'autre comme un rapport dialectique de sujet à sujet, où chacun est d'autant plus lui-même qu'il est ouvert à l'autre.

<sup>28.</sup> Michel Chiha cité in Sélim Abou, Le bilinguisme arabe-français au Liban, Paris, PUF 1962, p. 476.

## **George Ross**

Morris Hillquit Professor in Labor and Social Thought, Brandeis University (USA) et Acting Director, Minda de Gunzburg Center for European Studies, Harvard University (États-Unis)

# Les nations, l'international et le mondial à la fin du $xx^e$ siècle

#### MONDIALISATION... ET NOUS?

Introduire un débat - encore un!... sur la mondialisation n'est pas tâche facile. C'est objectivement moins facile pour un universitaire anglophone nord-américain qui doit s'adresser aux francophones, et pas n'importe quels francophones, car vous êtes les penseurs et les pratiquants de la Francophonie. Cela étant, pour vous il n'y a pas un sujet plus brûlant que la mondialisation, laquelle affecte les domaines culturels par dessus tout. Au fond, la mondialisation est un ensemble complexe de phénomènes économiques, une question de marchés. Donc, parler des faits et des processus économiques s'impose. C'est ce à quoi je vais m'employer. Avant de m'y plonger, je me sens obligé de voyager un peu dans le brouillard du débat même sur la mondialisation. Si mondialisation il y a, il y a aussi des discours idéologiques et politiques sur la mondialisation qui sont loin d'être la même chose! Donc ma première partie sera une alerte aux exagérations ambiantes. Ensuite je passerai en revue les tendances lourdes économiques qui, ensemble, forment le cœur de ce que nous appelons mondialisation. Dans une troisième partie, je veux examiner les effets de ces grandes tendances sur nos capacités, en tant que citoyens, à contrôler notre vie en commun. En guise de conclusion, je voudrais poser quelques questions sur les dimensions culturelles de la mondialisation.

# UN MONDE EXAGÉRÉ?

D'abord alerte à l'exagération! Chaque fois que nous entendons le mot mondialisation il faut se parer de casques militaires : le risque est fort que de lourds objets verbaux nous tombent sur la tête...

La mondialisation peut vouloir dire tout et n'importe quoi, c'est un mot aussi obscur que limpide...

Parmi les grandes familles d'extravagance, on compte d'abord les grands décideurs, publics et privés. Ces derniers, lorsqu'on évoque la Mondialisation, se présentent comme des savants cosmopolites qui apportent une nouvelle vérité aux publics – trop bornés, nous dit-on, pour comprendre – que tout change. Selon eux, la mondialisation n'est rien de moins qu'un tournant historique fondamental, un processus aussi profond que l'industrialisation. La comparaison va loin. L'industrie a apporté l'urbanisation, des changements saisissants dans le travail, un nouveau sens du temps et de la vie, une nouvelle politique et une idée du soi radicalement différente. La mondialisation serait une vaste métaphore impliquant une transformation économique, sociale et politique qui réunirait tous les citoyens d'un pays dans un même bateau.

La seconde idée énoncée dans les discours des décideurs est la suivante. La nouvelle donne oblige riches, pauvres, puissants ou « sans pouvoir » à avancer ensemble. Pourquoi? Parce nous sommes tous menacés de l'extérieur, notamment sur le plan économique. C'est la vie nationale qui en sera l'enjeu et la nation doit être compétitive (curieuse façon de parler de la compétitivité, soit dit en passant!). Que faut il faire, selon eux? Assumer ses responsabilités et accepter des sacrifices – moins de revenus, plus d'impôts, moins de sécurité de l'emploi. Ceux qui travaillent doivent s'adapter à la flexibilité du marché de l'emploi, les entreprises ont le devoir de gagner toujours plus et les dépenses pour la protection sociale sont amenées à baisser. La leçon à tirer de ce discours – qui n'échappe à personne – démontre que nous sommes des hommes mûrs et maîtres de nos destins.

Loin de nous l'idée de suggérer qu'il n'y a pas du réel dans le phénomène que nous appelons mondialisation. Mais ce discours cosmopolite est exagéré dans les intérêts de ceux qui l'imaginent et de leurs alliés. Il a souvent pour objectif demi-caché de démanteler ce qui s'était construit, surtout sur un plan social, au long des années afin d'offrir aux citoyens plus de sécurité et démocratie. Et dans quel but? Pour soumettre les gens au « tout marché »? Le discours est aussi invoqué comme tête de turc. Les pouvoirs publics et privés veulent évidemment effectuer des changements au niveau national, mais ils ne peuvent les réussir en restant dans les schémas classiques de leur politique : il y a trop d'opposition puissante... Ainsi, ils invoquent la mondialisation — une tempête qui vient de loin — pour rendre exogènes les causes et les justifications de leurs actions. « Si nous ne faisons pas cela, la mondialisation nous détruira », par exemple. ou en terme européen « il faut faire ceci ou l'Europe nous inondera ». Ici, le ton du discours est combatif

N'oublions pas que nos décideurs ne sont pas seuls à utiliser des exagérations comme armes de combat. Méfions nous aussi de la floraison du national-populisme – la réponse caractéristique de l'anti-mondialisation... Dans ce cas, nous rencontrons quelques surprises car ce discours national-populiste peut être de droite comme de gauche. À droite on le

reconnaît facilement dans des tentatives – malheureusement trop réussies ces derniers temps – qui visent à mobiliser la peur du changement autour d'un nationalisme dur. Il se caractérise par une défense intégriste des valeurs prétendument sacrées et traditionnelles contre une invasion d'idées et de personnes extérieures censées les menacer. Dans le bon vieux temps du fascisme, la démocratie et parfois le socialisme étaient les cibles utilisées pour attiser les instincts de tribu chez nos peuples qui se trouvaient face à de vrais problèmes matériels. Aujourd'hui il s'agit de la mondialisation. Le thème principal : protéger notre nation et tout ce qu'elle a de spécifique contre la pollution.

Il existe des versions tempérées du national-populisme que nous trouvons là ou la démocratie est heureusement assez forte. On les voit paradoxalement aux États-Unis – style Reaganien et Gingrich plus récemment. Là-bas on cherche à mobiliser les classes moyennes contre les nouvelles couches et les technocrates qui prêchent la mondialisation ironiquement, ceci afin de promouvoir un néo-libéralisme économique, souvent lié à la défense intolérante de la famille et de la religion. On pouvait peut-être interpréter le Gaullisme classique en France comme appartenant en partie à ce national-populisme modéré, bien qu'il conservait aussi des aspects nationalistes traditionnels. Hélas, il y a aussi des versions extrémistes – à l'exemple du Front National – qui mobilisent les anxieux avec un langage xénophobe. Avec ces mouvements nous sommes aux frontières – même au-delà – de la démocratie.

À gauche il y a aussi une résurgence du national-populisme – avec un contenu bien différent, dans un vocabulaire économique. La gauche a vécu des heures de gloire dans une période où la vie économique était largement circonscrite aux frontières nationales, ce qui rendait le dirigisme possible. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'elle présente un volontarisme, souvent protectionniste, comme réponse à la mondialisation et mobilise pour cette réponse le nationalisme... L'exagération approche quand cette gauche promet de sauvegarder l'emploi par des actions vigoureuses contre les forces économiques externes. À gauche le national-populisme cherche à mobiliser les anxieux en sous-estimant dramatiquement les réalités de la mondialisation et les vrais coûts pour les citoyens d'un nouvel isolationnisme économique. Ceci crée des illusions et constitue un détour assez dangereux pour la recherche nécessaire de leviers efficaces en vue de maîtriser le destin économique national.

Il est curieux de constater qu'il existe autant d'exagérations autour du sujet de la mondialisation. Cela souligne que la mondialisation est devenue une, ou peut-être, la question centrale dans nos vies politiques aujourd'hui... Notre débat, et notamment nos discours politiques en général, se structurent de plus en plus clairement autour de ce thème. L'exagération ne représenterait-elle pas en quelque sorte la normalisation de la question? C'est autour de la globalisation que nos clivages partisans seront de plus en plus organisés.

# IL N'Y A PAS DE FUMÉE SANS FEU...

Where there is smoke there is fire! Exagération il y en a, de toutes sortes, mais notre débat quelque peu extravagant sur la mondialisation recouvre bien des réalités. D'abord, soulignons une chose. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau... En effet, si elle est considérée comme l'influence décisive des cultures bien au-delà de leurs propres frontières, la mondialisation est un phénomène qui existe depuis longtemps. Entre francophones cela doit être évident — la francophonie est bel et bien le résultat d'une mondialisation bien avant celle dont nous discutons aujourd'hui, le produit de l'expansion du français due aux ambitions impériales que la nation française a nourri pendant quelques siècles. Et elle n'existerait pas non plus sans la « Latinophonie », produit des efforts analogues de mondialisation par L'église et l'Empire Romain.

La phase historique particulière de la mondialisation que nous vivons aujourd'hui reprend bien des aspects généraux de celle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle... C'était l'époque à la fois de l'impérialisme européen concurrentiel qui donnait dans les rivalités colonialistes et de la quasi-domination du libéralisme anglais dans le système des échanges internationaux. Les anglais cherchaient à cette époque déjà à convaincre tout le monde des vertus du libre échange, de l'efficacité du tout marché et des vérités de la loi des avantages comparés. Leurs efforts ont brutalement pris fin avec la Guerre de 14-18 et ses séquelles sont apparues avec la Grande Crise économique de 1929. Ensuite nous avons vécu 50 ans de fermeture relative du national dans l'économie et la politique était devenue la règle, période où nous avons conçu bien des rêves sur le cloisonnement de presque tout ce qui comptait à intérieur de nos frontières. Il y a donc eu une première période de nationalisme économique avant la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale et une deuxième pendant la Guerre Froide sous l'hégémonie des USA. Il faut souligner que c'est le déclin de cette période pendant les années 70 qui a ouvert l'épisode de la mondialisation que nous vivons aujourd'hui. Sans rentrer trop dans les détails, cette longue période de focalisation sur le nationalisme est en grande partie ce qui rend le renouveau de la mondialisation libérale d'aujourd'hui autrement plus choquant. Nous avons pris l'habitude de régler la plupart de nos affaires au niveau national. Faire autrement nous oblige à changer d'idées et de pratiques très enracinées.

Très bien, vous dites aujourd'hui que la mondialisation est un renouveau et non une nouveauté. Mais alors, qu'y a-t-il de neuf? Restons-en, pour l'instant, sur un plan économique et dressons la liste des changements principaux qui caractérisent ces deux dernières décennies.

En premier lieu dans le commerce. Les changements ne sont pas aussi importants que l'on pouvait conclure en écoutant nos élites. Le taux d'activité du commerce mondial dépasse depuis quelques années son taux en pourcentage d'engagement pour les différents pays dans le commerce du fin 19<sup>e</sup>. Mais cela veut dire, étant donnée l'énorme croissance économique qu'a connu le XX<sup>e</sup> siècle, qu'il y a aujourd'hui, en termes absolus, beaucoup

plus de commerce international. Pourtant le changement n'est pas énorme en soi. Ce n'est que lorsque nous comparons ce qui se passe depuis vingt ans avec les deux périodes d'isolation relative des pays – celle de l'entre-deux-guerres et celle des trente glorieuses d'après guerre – que nous constatons un contraste beaucoup plus impressionnant.

Puis, de nouveaux acteurs sont entrés dans le système. Il s'agit des pays d'Asie. Ils sont devenus les concurrents de l'Europe et de l'Amérique du Nord, bien qu'ils se trouvent dans une mauvaise passe pour le moment. Il faut aussi y ajouter les pays producteurs de pétrole. Nous vivons donc aujourd'hui dans un système élargi et en croissance. La présence de ces nouveaux acteurs et leurs poids — pensons au Japon dans les années 80 et à la Chine d'aujourd'hui — peuvent déconcerter. La concurrence entre « blancs », (les non-blancs étaient plus ou moins absents), n'existe plus, ce qui peut rendre inconfortable un certain nombre de personnes. Aussi faut-il reconnaître que, ainsi qu'à la fin du XIX<sup>e</sup>, il reste des zones « périphérisées » comme l'Afrique ou d'autres régions exclues où l'on meurt toujours de faim et de maladies endémiques.

Finalement, les multinationales ont joué un rôle important : il est bien établi que la moyenne partie du commerce transnational nouveau a lieu intra- et pas inter – industries – et notamment à l'intérieur des multinationales. Or les gouvernements ne pourront plus maîtriser ces sociétés géantes.

Derrière ces indices on voit poindre des changements économiques autrement plus importants. Signalons d'abord une nouvelle donne, celle des technologies des transports et de la communication. Cela pourrait sembler assez banal mais il faut constater que les prix des transports transnationaux - rail, route, air et mer - ont beaucoup baissé et que le niveau d'efficacité et de rapidité dont ils sont capables s'est aussi élevé. Le marchand de fleurs à Delft peut nourrir ses bulbes à Haarlem, les mettre dans un avion pour les faire fleurir en belles tulipes au Pérou, les couper et les transporter en avion à Rotterdam pour ensuite les vendre au marché des fleurs de Chicago et bien gagner sa vie. Il peut suivre de très près ses agissements parce que dans le domaine des transports, cette fois ci des données, les communications électroniques, avec l'aide d'ordinateurs - sont maintenant presque instantanées. Nous en sommes tous conscients à cause du tapage fait autour de la « société de l'information ». Mais il n'empêche qu'il s'agit d'un tournant spectaculaire que nous ne pouvons pas encore vraiment bien mesurer, encore moins maîtriser. Entre autres choses, ces deux processus font que la frontière entre ce qui est commerce international - ou comme disent nos économistes, le « tradable » – et le commerce local, protégé des vents de l'international, a changé. Désormais il y a beaucoup plus de « tradables », moins de marchés locaux et davantage de secteurs du marché intérieur qui se trouvent confrontés aux nouveaux défis internationaux.

L'information en elle-même, avec les nouvelles techniques pour la manipuler, est devenue un grand « tradable ». Et les innovations en matière de télécommunications et d'informatique ont fait que ce « trade » est depuis quelques courtes années quasi-instantané. Cette mondialisation de l'information est d'abord « culturelle », mais elle permet aussi de posséder un nouvel outil de gestion et de prévision qui facilite une coordination organisationnelle transfrontalière qui joue un grand rôle dans la croissance des multinationales.

Les mêmes innovations technologiques dans les domaines de l'information et de la télécommunication, en combinaison avec des décisions politiques, se sont combinées pour produire la mondialisation instantanée des mouvements du capital, sans doute le changement le plus important. Toute une suite d'acteurs politiques, les Américains et ensuite les Européens, ont poussé à une libéralisation et une déréglementation des échanges financiers depuis les années 70. En principe – libéral, bien sûr – un marché libre qui peut transmettre des dollars, deutschmarks, francs et yens avec actions, placements, contrats et prévisions devrait faciliter la circulation des capitaux là ou les gens en ont le plus besoin. Et c'est ici que le titre mondialisation se mérite le plus. Le capital circule dorénavant avec une vitesse tout a fait hallucinante - cinquante fois plus de capital que de commerce des biens durables circule chaque jour. Le grand J.-M. Keynes, qui n'était pas un ennemi du libéralisme intelligent, déconseillait ce genre de libéralisation. Il voyait très bien les problèmes que cela pouvait poser pour les économies nationales en termes d'indépendance. Si un pays voulait poursuivre une politique hétérodoxe, le marché mondial ferait certainement de son mieux pour l'en empêcher, à la fois très vite et d'une façon quasi-automatique. On l'a vu avec la France, entre autres, au début des années 80. Les Français ont essayé de mettre en place une politique de relance – assez timide, en effet – qui n'était pas dans les lignes « voulues » par le marché des capitaux. Par conséquent des masses de capitaux ont fuit le pays. Regardons la chute brutale du miracle asiatique plus récemment. Si par hasard elle se répétait, la police du FMI et de la Banque Mondiale seraient bien là pour les rappeler à leurs devoirs.

Soulignons un autre facteur qui va de pair avec la mobilité du capital, celui de la hausse vertigineuse du niveau de l'investissement venant de l'étranger. Beaucoup de ces investissements proviennent des multinationales, et depuis quelque temps la circulation va bien au-delà des pays de l'OCDE. De manière générale, la hausse se situe autour de 600 % depuis 10 ans. Ainsi, de plus en plus de multinationales se désétatisent. Les grandes sociétés économiques se sentent de moins en moins nationales, et cela a de l'importance pour la souveraineté nationale...

Finalement, en ce qui concerne le commerce, si la croissance brute n'a pas été spectaculaire, elle a eu lieu et a conduit à des changements qualitatifs. En ce qui concerne les multinationales, par exemple, il devient de plus en plus difficile de savoir quel élément du commerce est national ou ne l'est pas. Il y a eu une explosion du commerce des services liés à la libéralisation des télécoms, du marché de l'information et des marchés culturels de l'audiovisuel. Troisièmement il y eu une harmonisation de normes entre les différents pays, processus qui permet aussi d'ouvrir des secteurs domestiques à la concurrence internationale. La croissance du commerce a eu une influence certaine sur les marchés nationaux du travail. Pour les pays qui tentent une nouvelle « percée » sur le marché mondial, il est devenu payant de bâtir une production de masse fordiste si l'on a une main d'œuvre à la fois qualifiée et bon marché. Nous avons vu les résultats dans les pays plus riches (et ils se sont aussi sentis politiquement) où cela s'est accompagné d'une certaine exportation d'emplois moins qualifiés. Même si les économistes ont raison de nous dire de ne pas exagérer sur ce point, ce transfert d'emplois a eu des effets visibles sur le niveau d'emploi dans les pays avancés.

### PERDONS-NOUS LE CONTRÔLE?

Nous assistons à de vrais changements économiques liés a la mondialisation, c'est évident. Mais quels effets provoquent-ils sur les États-nations? Ce sont, en effet, les questions les plus importantes. Nous avons essayé depuis la venue du capitalisme de maîtriser le marché en utilisant tous les leviers de nos États. Et si nous pouvions toujours maîtriser la mondialisation, elle ne serait pas une menace. Hélas, les outils que nous avons pour contrôler notre monde ont l'air de rentrer en obsolescence avec la mondialisation, nous laissant confus et quelque peu impuissants.

D'abord, on doit constater que les effets de la mobilité accrue du capital sont tangibles pour les États. La mondialisation du capital réduit les marges financières, rend l'exercice budgétaire cauchemardesque et amoindrit les chances de mener une politique macroéconomique expansive. Le marché financier dicte le taux des prêts et les conditions de leurs évaluations, l'État doit donc éviter de faire des gestes qui seront mal reçus au regard de leur politique macroéconomique, leurs efforts de réglementation ou dans le domaine de la taxation. Ceci n'est pas un diktat politique, cependant, mais plutôt le mandat d'un marché anonyme. Si vous osez le transgresser, les sanctions du marché seront automatiques, rapides et impitoyables. La conclusion tirée par les décideurs dans les pays avancés est claire. La politique économique doit être conçue à l'intérieur des limites anticipées de la tolérance du marché financier international, autrement la vie deviendrait trop difficile. Conclusion, il faut suivre les indications du marché ou bien d'autres vous indiqueront la marche à suivre par des plans d'ajustement structurel à l'exemple du FMI.

Ensuite, les grands multinationales ont gagné sur les États. Leurs possibilités de mobilité sont maintenant telles que – soit en transférant des activités et des emplois, soit par des désinvestissements financiers – elles ont des atouts très puissants pour influencer les politiques nationales. Je prends un exemple récent du « Financial Times » de Londres. En Suède, un pays dans lequel cinq à six grandes multinationales dominent la vie économique depuis presque toujours : l'une des multinationales les plus influentes menace de transférer son siège à Londres. La raison : le niveau de taxation sur les salaires de leurs cadres supé-

rieurs est censé limiter leurs capacités à en recruter en Suède. C'est un exemple spectaculaire de ce qui se passe chaque jour partout. La seule chose rare c'est la publicité qu'il a attirée. Bien sûr il y a des limites. La mobilité a un coût et on ne quitte pas des territoires propices à une activité économique si aisément. Cependant, les multinationales ont gagné des marges de manœuvre sur les États simplement parce que leurs menaces de partir sont devenues plus crédibles. Les décideurs sont obligés d'écouter leurs humeurs attentivement.

Troisièmement, les valeurs clefs des marchés financiers se sont institutionnalisées en régimes fixes de pensée – osons-nous dire « unique » – avec ces changements du marché du capital. Pour les pays avancés, par exemple, c'est une quête fondamentale pour la stabilité des prix qui a été ainsi institutionnalisée. Chercher une stabilité de prix rigide, même au prix de l'emploi et de la croissance, est une obligation devenue presque naturelle pour les pays avancés depuis quelques temps. Cette naturalisation des faits du marché du capital s'étend aux politiques budgétaires. Il faut à tout prix éviter la dette et les déficits – on le voit clairement dans les critères du Traité de Maastricht. Ces obligations mettent les budgets nationaux sous haute tension. Finalement il y a de nouvelles limitations sur l'utilisation de la politique monétaire pour parer les chocs économiques. C'est une évidence pour l'Europe à cause de l'UEM, mais c'est aussi vrai pour d'autres pays, le marché des monnaies l'oblige, tout en cédant beaucoup de place aux opérations de spéculation. Ceux, comme les USA, qui pourront suivre une politique monétaire indépendante, ont un peu plus de liberté, mais qui reste limitée.

Ce sont plutôt les États avancés, ceux qui ont pu fleurir dans l'après-Guerre avec des politiques interventionnistes et Keynesiennes, qui ont perdu le plus, relativement. Dés lors qu'ils ont pris l'habitude d'utiliser des outils étatiques dans la vie économique ces pratiques sont devenues dangereuses. Il semble théoriquement possible cependant pour un pays de faire cavalier seul. En même temps on fermera son marché financier et on utilisera la politique monétaire pour favoriser ces mêmes exportations. Ces approches autarciques, on le sait, étaient le secret du modèle asiatique. Cependant, il est difficile de suivre ces pistes et nous pouvons bien le constater aujourd'hui. Le marché mondial a fini par prendre sa revanche sur le modèle asiatique.

Mais c'est loin d'être tout. La mondialisation change aussi les données de la vie politique des pays. Et cela, indirectement, joue un rôle dans la définition des tâches de l'état. Regardons un peu les sociétés avancées. D'abord, il y a les perdants et les gagnants dans la mondialisation. Les travailleurs sans formation – surtout les travailleurs « fordistes » qui dans le temps travaillaient sur les chaînes de montage de la grande industrie et qui étaient pendant un moment devenus les symboles du « modernisme » – sont menacés de chômage et/ou de déclassification. Et c'est ainsi que le syndicalisme perd à la fois ses adhérents et son pouvoir. Aussi on trouve ou bien un chômage élevé et des possibilités accrues d'exclusion sociale, comme dans l'UE, ou une floraison du « working poor » comme aux USA. On a tendance à oublier

combien les emplois dans ces industries fordistes ont été centraux pour donner un sens de sécurité et de mobilité sociale aux salariés et leurs familles pendant les « trente glorieuses ». Même si les emplois dans les secteurs du service continuent à s'ouvrir, ce qui se passe dans l'industrie produit une insécurité généralisée parmi ceux qui ont encore un emploi.

Puisque les décideurs sont de plus en plus obligés « d'écouter » les marchés, le capital et les multinationales, ils sont de plus en plus contraints de favoriser le profit dans le partage entre profits et salaires. Ceci, avec le chômage, fait croître les inégalités. Ils se sentent aussi « obligés » en même temps de faire payer les prix du financement des services publics et la protection sociale par les salariés car faire payer le capital risque de le faire chasser. C'est une autre source d'une inégalité croissante. Tout cela pèse beaucoup dans les priorités des classes politiques. Outre les formes d'exagération dont nous avons déjà discuté, nous tombons partout sur un autre thème familier. Nos sociétés, disent-ils, se trouvent devant un choix de civilisation. Soit elles trouvent la clef pour être compétitives dans la mondialisation, soit elles seront condamnées à suivre une pente qui conduit au sous-développement. Du côté des « durs » cela revient à décider entre le marché mondial et la protection sociale. Dans un langage plus subtil, il s'agit de réformer l'État providence et d'éliminer les rigidités du marché du travail, « enlever le carcan de l'État interventionniste ». Ceci explique pourquoi nos discours politiques sont de plus emprunts de panique et d'exagération.

Pourquoi avoir posé cette division entre national et international? La réponse est simple. Si nous perdons le contrôle au niveau national, le verrons-nous réapparaître par des transferts au niveau international? Nous ne manquons pas d'organisations internationales, évidemment. Il y en a pour harmoniser les normes, pour réglementer (mais pas trop!) les marchés d'actions, pour surveiller l'activité bancaire, l'investissement à l'étranger, et pour les télécoms. Au niveau Européen il y en a pour réglementer la concurrence et les services financiers et au niveau régional et mondial pour surveiller les échanges commerciaux (Mercosur, ALENA, APEC, il y avait le Gatt, remplacé par l'OMC, et ainsi de suite). Mais attention, à quoi servent ces organisations? Dans la plupart des cas, il est question de faciliter le progrès de la mondialisation, de promouvoir le libre échange et la création d'un marché mondial. Si ces organisations ont parfois un côté régulateur, c'est pour assurer le « fair play » et pour bâtir des garde-fous contre les catastrophes potentielles. Par contraste, très peu d'organisations ont le devoir de limiter les empiètements du marché mondial sur les États ou, plus importants, sur leurs citoyens. Il existe le BIT, par exemple, ou l'Unesco, ou les traités – ô combien trop faibles – pour l'environnement. La plus forte de ces organisations internationales, l'Union Européenne, reste un objet politique non identifié, avec du potentiel pour aller au-delà ce que font les autres. Mais les autres ont peu de pouvoir. Donc que font nos leaders au niveau international? Ils font beaucoup pour faire avancer la mondialisation et très peu pour compenser au niveau international le contrôle perdu de nos États et de nos citoyens.

### **CONCLUSION – MONDIALISATION ET CULTURE?**

J'ai dépeint un tableau assez sombre, j'en suis conscient. Il reste beaucoup à faire pour que la citoyenneté soit autre chose que vendre et consommer. Les pouvoirs et capacités de nos États diminuent comme peau de chagrin. Le langage de la Banque Mondiale et des libéraux « pur laine » est différent, bien sûr. Pour eux on élimine les excès pervers de l'État interventionniste et on transforme les champs de décisions politiques (et démocratiques) en décisions économiques pris par le marché. Cela veut dire, qu'on le veuille ou non, qu'il s'agit d'une perte nette de pouvoir politique pour les citoyens. Et en matière de politique internationale, nos leaders font presque tout pour que cette perte continue.

Nous n'avons pas terminé, car les faits de la mondialisation dépassent la finance et l'industrie. J'ai commencé par constater que la francophonie était, au départ, le produit émanant d'une autre époque de mondialisation. Cela signifie que la mondialisation culturelle a sans doute une dimension importante dans toute période de mondialisation, y compris la nôtre. Ce n'est pas mon champ de discussion, mais je souhaite tout de même en parler afin de poser quelques questions.

D'abord le commerce de l'information et des services de l'information. Il s'agit évidemment de commerce et de culture aussi. Lorsque des technologies de la communication sortent d'une culture pour devenir les vertèbres des réseaux planétaires, cette culture d'origine, déjà puissante, prend encore plus de poids. La science ensuite, les universités et instituts de technologie qui la créent, les multiples grandes sociétés qui la commercialisent sont tous porteurs d'une culture assez spécifique. Pensons-y!

Ensuite il y a le commerce de biens culturels, l'audiovisuel par exemple. Ici nous sommes tous au courant des données. Les industries culturelles américaines, techniquement très avancées, économiquement très puissantes et bénéficiant d'un vaste marché intérieur où elles peuvent amortir leurs investissements avant même d'exporter leurs produits, sont dans une position très avantageuse. Quand elles vendent sur le marché international elles peuvent le faire pour moins que d'autres. Sachant que parfois leurs produits sont bien faits, ils vendent bien. Dans une optique libéral-internationaliste, cela s'appellé « avantage comparé » (et non « dumping » ou « marché imparfait »). Ce sont les autres qui sont moins efficaces et moins habiles. Suivant la doctrine, eux doivent se spécialiser dans les produits qu'ils font mieux que les multinationales de produits médiatiques. On procède donc des échanges d'avantages, vins de Bourgogne et parfums contre programmes de télévision, films, jeux vidéo et contenus sur Internet. Il y a peut-être une logique économique dans tout cela, j'ai dit peut-être, mais c'est une logique qui ne reconnaît pas la culture. Le produit culturel, cela forme, ou change, les cultures. Les cultures, les langues, les façons de se voir et de se construire forment les communautés et les peuples. Cela doit nous faire réfléchir!

Parler des produits culturels dans un marché libéral internationalisé c'est aussi parler des institutions culturelles, par exemple celle qui nous est chère, l'université. Les mêmes processus sont en cours dans la vie universitaire. Des universités riches, avec des investissements lourds dans les domaines scientifiques et technologiques à la pointe, avec suffisamment de ressources pour expérimenter une pédagogie moderne, appuyer leurs étudiants dans leurs apprentissages et leur garantir un emploi sur le marché du travail après leurs études, sont des produits contenant de nombreux avantages comparés dans le marché mondial de l'enseignement supérieur. Et elles le savent bien. Les universités nord-américaines que je connais ont toutes des stratégies sophistiquées pour attirer les enseignants et les meilleurs étudiants du monde entier vers leurs campus (qui plus est, souvent en les obligeant à payer des frais astronomiques pour s'y inscrire). Cela s'appelle fabriquer des élites planétaires. Et du point de vue culturel, l'enseignement supérieur n'est pas beaucoup plus neutre qu'un feuilleton de télévision. Il nous reste beaucoup à faire...